

Aéroport - Réponse samedi de l'armée rwandaise à l'ONU

Bedford, Julian

Reuters, 22 mai 1994

KIGALI, 21 mai, Reuter - Le gouvernement rwandais se prononcera samedi sur une demande de l'Onu, qui réclame le retrait de ses forces de l'aéroport de Kigali pour en faire une zone neutre, a déclaré le général Roméo Dallaire, chef de la Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda (Minuar).

Le Front patriotique du Rwanda a de son côté assuré que son principal objectif, six semaines après le début des affrontements, était le siège du gouvernement provisoire à Gitarama, à une quarantaine de km au sud-ouest de la capitale, a dit le général Dallaire à Reuter.

Mais seul le temps permettra aux casques bleus de déterminer si les rebelles n'ont pas aussi l'intention de s'emparer de Kigali, théâtre depuis jeudi de combats intenses.

Les duels d'artillerie et de mortier entre hommes du FPR progressant depuis l'est et forces gouvernementales retranchées à la périphérie de l'aéroport ont entraîné l'arrêt des vols depuis jeudi.

La Minuar, actuellement limitée à 470 hommes, souhaite en faire une zone neutre pour acheminer les renforts de 2.500 hommes votés mardi par le Conseil de sécurité.

Le FPR a affirmé qu'il n'accepterait de cessez-le-feu que lorsque les massacres auraient pris fin et il entend s'emparer de l'aéroport tant que des troupes gouvernementales s'y trouveront.

Le nombre de victimes des massacres déclenchés après l'assassinat, le 6 avril, du président Juvénal Habyarimana, un Hutu, pourrait, selon des responsables d'organisations humanitaires, atteindre 500.000 - en majorité des membres de la minorité tutsie et des Hutus appartenant à l'opposition.

Des obus de mortier sont tombés vendredi sur le terminal de l'aéroport de Kigali, détruisant des véhicules de l'Onu, alors que le général Dallaire y rendait visite à 200 casques bleus ghanéens.

L'officier canadien a dit que si le gouvernement rwandais refusait d'accorder un statut de neutralité à l'aéroport de Kigali, il envisageait d'en retirer un tiers de ses hommes et d'utiliser un autre aéroport situé loin de la capitale. /NCD

(c) Reuters Limited 1994